

Les métros lausannois stoppés aux portes de la périphérie

VAUD Au Grand Conseil, le crédit d'étude pour une liaison piétonne entre la gare et le Flon a été accepté après un débat nourri. Les propositions d'extension du réseau souterrain, elles, ont été rapidement écartées par la conseillère d'Etat Nuria Gorrite

Le dernier volet du paquet de plus de 800 millions de francs pour les métros lausannois a été accepté hier par le Grand Conseil vaudois. Si le renouvellement des systèmes d'automatisation du M2 et l'augmentation de ses capacités ainsi que la planification du M3 ont été votés à l'unanimité il y a une semaine, un crédit d'études de 2,3 millions portant sur une liaison piétonne entre la gare et le Flon avait suscité de vives réactions, obligeant la tenue d'un deuxième débat.

Cette séquence a eu lieu hier, animée une fois encore d'une opposition marquée entre la gauche et la droite de l'hémicycle. Au cœur des débats, la rivalité entre la ville et la campagne est venue s'immiscer dans les discussions. Plusieurs élus PLR, à l'image de Philippe Miauton, ont remis en question le financement de cette étude, estimant que Lausanne devrait y contribuer. Syndic de Leysin, Jean-Marc Udriot a rappelé que sa commune avait supporté l'entièreté de la charge du crédit d'étude de 2,35 millions pour son projet de funiculaire. De quoi questionner «l'équitabilité» entre les différents projets de mobilité.

Alexandre Berthoud s'est lui aussi montré réticent à l'idée d'avancer sur cette galerie piétonne, estimée

à environ 50 millions de francs: «Nous avons déjà voté plus de 800 millions pour les métros lausannois la semaine dernière. Je m'oppose à ce crédit d'étude, car il est nécessaire de procéder à des arbitrages et de ne pas ignorer la population vivant en périphérie.»

A la place, le député libéral-radical a annoncé qu'il souhaitait déposer un texte pour que le canton étudie le prolongement des métros. Pour le M2, il serait opportun, selon lui, de relier le centre-ville jusqu'au Chalet-à-Gobet, voire jusqu'à l'Ecole hôtelière de Lausanne (EHL). Quant au futur M3, qui reliera Chauderon à la Bléche-

«Si nous voulons prolonger le tracé des métros, il faudra compter sur un financement de la Confédération»

NURIA GORRITE,
MINISTRE CHARGÉE DE LA MOBILITÉ

rette, l'éventualité de continuer son parcours dans un second temps jusqu'à la zone industrielle de Maillefer, située au Mont-sur-Lausanne, a aussi été évoquée.

Si, sur le papier, l'idée peut séduire, Nuria Gorrite a rapidement tempéré les ardeurs: «Si nous voulons un jour prolonger le tracé des métros, il faudra compter sur un financement de la Confédéra-

tion. Or, chaque zone doit répondre à de nombreux critères pour pouvoir en bénéficier. Celles évoquées précédemment en sont encore loin.»

Si le Conseil d'Etat évoque bien, dans ses planifications, un éventuel prolongement, celui-ci pourrait ne jamais voir le jour, ou seulement à très long terme. La ministre chargée de la Mobilité a par ailleurs rappelé que le M2 affiche, derrière la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman, le meilleur taux de couverture. Un prolongement jusqu'au Chalet-à-Gobet ferait toutefois chuter cet indicateur et peserait sur l'équilibre de l'ensemble de la ligne: «Ce serait une aberration à la charge du canton et des communes.»

Manque d'anticipation?

Déçu par cette annonce, le député socialiste Laurent Balsiger a rappelé que le canton aurait dû se montrer plus ambitieux à l'époque, en prévoyant d'emblée le prolongement du M2 vers le Jorat: «Nous avons raté le coche. Il nous appartient d'améliorer notre capacité d'anticipation et de développer une vision prospective afin de répondre aux besoins de mobilité de la population.» L'étude de la galerie piétonne reliant le Flon à la gare de Lausanne s'inscrit, selon lui, dans cette logique. Les députés ont finalement validé ce volet par 81 voix contre 53 et six abstentions, ouvrant la voie à une clarification attendue sur ce «marronnier» de la politique lausannoise, sans cesse remis sur la table. ■ R.J.